FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0436 du 11 au 17 Déc 2023

Magazine

JOURNEES DE REFLEXION A COTONOU



PRESIDENCE DE LA RUSSIE

VLADIMIR POUTINE ENCORE CANDIDAT EN 2024



JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES

LES ORGANISATIONS DE COOPERATIONS CANADIENNES FONT ŒUVRE UTILE

24976600023 CMA -LILLE / FRANCE FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l

L'AUTISME AU CŒUR DES ECHANGES



La situation relative à l'autisme au Bénin préoccupe le Gouvernement. A cet effet, le Ministère des affaires sociales et de la microfinance a organisé une journée de réflexion les 5 et 6 décembre 2023 à Cotonou aux fins de discuter avec toutes les parties impliquées pour une meilleure prise en charge au plan national.

Comprendre et démystifier la mauvaise perception entretenue autour de l'autisme, orienter et mieux accompagner sur le plan psycho-social les personnes atteintes de l'autisme au Bénin tout en les aidant à être mieux intégrées. Voilà les principaux objectifs assignés aux Journées de réflexion tenues les 5 et 6 décembre 2023 à Cotonou.

L'évènement initié par le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance s'inscrit dans le cadre de l'édition 2023 de la Journée internationale des personnes handicapées. Les travaux ont réuni des professionnels de la santé, de l'éducation, du social et même des parents d'enfants autistes.

Le but est d'échanger pour sortir des propositions d'actions à mener afin de lever le mythe qui entoure ce type de handicap, et voir également quel dispositif de prise en charge adéquate mettre en place pour un accompagnement des personnes concernées.

Pour la Ministre des Affaires Sociales et de la

Microfinance, l'autisme est malheureusement encore entouré de mythes et de sacrilèges qui contraignent les parents à garder leurs enfants à la maison, voire les cacher.

En s'adressant aux parents, Véronique Tognifodé a demandé de lire « à travers l'organisation de ces journées de réflexions, la volonté du Gouvernement d'être davantage présent à leurs côtés pour la recherche de solutions aux exigences en ma-

L'AUTISME AU CŒUR DES ECHANGES

tière de soutien à ces enfants à besoins spécifiques ».

Au terme des travaux, les participants ont formulé des recommandations à l'endroit de plusieurs acteurs.

En réactions aux recommandations, la Ministre en charge des Affaires Sociales a notamment demandé aux uns et aux autres d'agir en faveur de la reconnaissance de l'autisme comme un trouble handicapant et limitant les capacités des enfants atteints,

d'agir en vue d'offrir un espace d'expression plurielle des besoins des enfants autistes et de leurs parents afin de favoriser leur inclusion sociale, y compris en milieu scolaire, d'agir en vue d'engager des travaux de recherche-actions les troubles neuro-développementaux en général et sur les troubles du spectre de l'autisme en particulier afin d'impulser l'éclosion d'évidences permettant de mieux adresser le phénomène.

Aussi, a-t-elle insisté sur la nécessité d'agir pour le renforcement des capacités des spécialistes et des professionnels afin d'améliorer la chaine de détection, de prise en charge et d'accompagnement des enfants autistes, de s'activer pour construire un réseau solide de professionnels engagés aux côtés des structures étatiques pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de politiques publiques inclusives garantissant le plein épanouissement des enfants autistes dans un environnement exempt de discriminaL'initiative des journées de réflexion sur la situation de l'autisme traduit la volonté du Gouvernement qui reste proche des familles et qui ose aborder toutes les facettes de la réalité de leur quotidien.

Séverin A./La Rédaction



VLADIMIR POUTINE ENCORE CANDIDAT EN 2024



Vladimir Poutine, le président russe, sera candidat à sa propre succession à la Présidentielle de mars 2024. Cette annonce a été faite le vendredi 8 décembre 2023.

« Je vais me présenter à la Présidentielle ». C'est en ces termes clairs que le Chef de l'État russe s'est annoncé à l'élection présidentielle de 2024 dans son pays. C'était lors d'une conversation avec des participants de

la cérémonie de remise des prix organisée au Kremlin à l'occasion de la Journée des héros de la patrie.

Cette annonce ne surprend guère les observateurs dans un contexte de géopolitique internationale marqué par des tensions. Il s'agira du cinquième mandat que le Président russe va briguer l'année prochaine. Vladimir Poutine profitant d'une réforme constitutionnelle de 2020 qui lui avait donné le feu vert pour se présenter en 2024, puis en 2030.

Plus tôt dans la journée, la Commission électorale centrale russe a officiellement validé la période de l'élection présidentielle prévue entre le 15 et le 17 mars 2024.

Ces élections « seront une sorte de point culminant de la réunification des régions ukrainiennes de Louhansk, Donetsk, Kherson et Zaporijjia », a déclaré la présidente du Conseil de la Fédération russe.

> POUTINE AUX AFFAIRES DEPUIS 1999

Vladimir Poutine est devenu officiellement président de la Fédération de Russie en 2000, après avoir remporté l'élection présidentielle anticipée.

VLADIMIR POUTINE ENCORE CANDIDAT EN 2024

Son premier mandat est marqué par des réformes avec pour objectif de «restaurer la puissance d'un pays en crise économique qui a perdu de son influence dans le monde».

Il mène au cours de ce mandat un redressement de l'économie nationale et une politique institutionnelle tournée vers une concentration des pouvoirs présidentiels. Il est largement réélu en 2004. Il deviendra ensuite Président du Gouvernement sous Dimitri Medvedev en 2008 après avoir été empêché par la constitution de se présenter à la Présidentielle. Il revient à la Présidence en 2012. Il est élu pour un quatrième mandat à l'issue de l'élection présidentielle de 2018.

Deux ans plus tard, il fait adopter par référendum sur la non-limitation des mandats présidentiels. Ce qui lui permet théoriquement de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036.

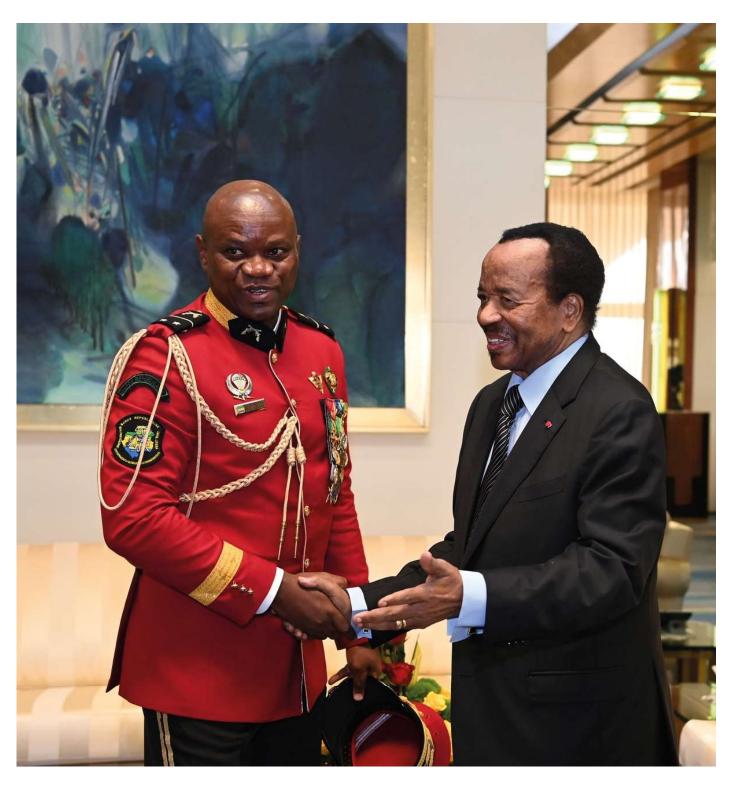
Et dans un contexte de guerre avec l'Ukraine déclenchée depuis février 2022, le Président russe a tous les arguments pour se justifier.

Parution N°0436 du 11 au 17 Déc 2023 www.firstafriquetv.bj - Page 5

Jacob Y./La rédaction



LA REINTEGRATION DU GABON A LA CEEAC ACTEE?



Le mercredi 6 décembre dernier, Brice Oligui Nguéma, le Chef de l'Etat gabonais, a effectué une visite d'Etat à Yaoundé au Cameroun. Sur place, il a échangé avec son homologue camerounais, bilité de réintégration de son pays dans la CEEAC.

Paul Biya, sur la possi- « Je me suis rendu au sous-région. Notam-

Cameroun pour échanger avec le Président Paul Biya qui est le grand doyen de la sous-région. Notam-

LA REINTEGRATION DU GABON A LA CEEAC ACTEE?

ment de la situation du Gabon après le 30 août. Je suis venu implorer sa clémence afin que le Gabon revienne au sein de la CEEAC, afin que le Gabon retrouve ses lettres de noblesse ». C'est donc par ces propos que le Chef de l'Etat du Gabon, Brice Oligui Nguema, a justifié sa visite au Cameroun.

La toute première depuis sa prise de pouvoir après le coup d'Etat ayant renversé son prédécesseur, Ali Bongo. Arrivé à l'aéroport international de Nsimalen en mi-journée, Brice Clotaire Oligui Nguema est accueilli par le Premier ministre Joseph Dion Ngute.

Puis, le Général de Brigade est allé à l'hôtel Hilton où il a communié avec la communauté gabonaise installée dans la capitale camerounaise, avant le tête-à-tête avec le Président Paul Biya au Palais de l'Unité.

VERS UNE RÉINTÉGRATION À LA CEEAC ?

A la fin des échanges avec son hôte, le Chef de l'Etat gabonais a confié

F1RST AFRIQUE

aux médias l'objet de son déplacement. Il dit avoir fourni des explications en rapport avec le coup de force perpétré le 30 août dernier à Libreville au Président Paul Biya.

« Je pense que cette visite était importante pour nous parce que c'était une visite d'explication de ce qui s'est passé au Gabon. Le Président Paul Biya nous a promis son soutien total afin que les choses reviennent à la normale au Gabon. Nous sommes à l'écoute », a

confié le Général Brice Oligui Nguema.

Après cette visite, l'hôte du Président camerounais s'est montré très satisfait.

Face à la presse, il n'a pas caché ses émotions et espère pour bientôt, un retour favorable au sein de ses pairs de la CEEAC. « Je suis ému de cette visite. Cette visite me rassure, d'autant qu'il y a un sommet extraordinaire de la CEEAC qui va se tenir le 15 décembre à Malabo. Donc, cette visite explicative était nécessaire ».

Par ailleurs, les échanges entre les deux Chefs d'Etat ont aussi porté sur les questions de coopération sous régionale.

« Vous savez que le Gabon et le Cameroun partagent une frontière commune et on a pratiquement la même culture. Donc, les enjeux sont énormes. C'est un retour à la normalisation de la grande diplomatie entre Yaoundé et Libreville », s'est réjoui l'homme d'Etat gabonais.

Séverin A./La Rédaction



VOICI LES 12 ÉQUIPES QUALIFIÉES



Les identités des équipes qualifiées pour la CAN féminine, Maroc 2024, sont déjà connues. En plus du pays hôte, 13 nations ont validé leurs tickets.

La liste de toutes les équipes qui prendront part à la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminines en 2024 est désormais connue. En dehors du pays hôte (Maroc), les 13 autres nations ont composté leur billet, au terme des doubles confrontations du dernier tour des éliminatoires.

L'Afrique du Nord est

représentée par 3 nations. Il s'agit du pays organisateur (Maroc), de la Tunisie et de l'Algérie. Quant à la partie ouest-africaine, elle s'est taillée la part belle avec 4 pays que sont le Nigéria, le Sénégal, le Mali et le Ghana.

Algérie de retour, Afrique du Sud relance son titre

Mission accomplie pour l'Algérie qui retrouve la compétition africaine après avoir manqué l'édition 2022 au Maroc. Les Fennecs ont décroché leur billet après une

démonstration de force face à l'équipe burundaise, visiblement très faible pour les Algériennes. Largement victorieuses à l'aller (5-1), elles ont juste assuré la qualification au retour en allant s'imposer sur la plus petite des marges (0-1).

Championne en titre, l'Afrique du Sud sera bel et bien présente. Les Bayana Bayana ont validé leur ticket pour la phase finale après leur succès face au Burkina Faso en double confrontation. Accrochées par les Etalons Dames (1-1)

la semaine dernière, les Sud-africaines ont fini par se sortir d'affaire en venant à bout de leurs adversaires lors de la manche retour (2-0).

Liste des pays qualifiés Maroc (pays hôte) Afrique du Sud Algérie Ghana Tunisie RD Congo Botswana Sénégal Mali Tanzanie Zambie Nigeria

Séverin A./LA Rédaction



BIO TCHANE SATISFAIT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX



Abdoulaye Bio Tchané, le ministre d'État béninois en charge Développement et de la Coordination de l'Action gouvernementale, a effectué, la semaine écoulée, une descente sur le chantier de la Cité ministérielle à Cotonou.

L'objectif étant de s'enquérir du niveau d'exécution des travaux.

La descente du ministre d'État en charge du Développement et de la Coordination de l'Action gouvernementale sur le chantier de la Cité ministérielle à Cotonou est travaux. satisfaisante.

Avec des membres de son cabinet, Abdoulaye Bio Tchané a pu constater que le chantier est exécuté à hauteur de 90%.

Par conséquent, il a exprimé sa satisfaction quant au progrès réalisé jusqu'à présent, et encouragé les entreprises à poursuivre leurs efforts pour respecter les délais contractuels. Ce qui démontre à suffisance l'importance que le Gouvernement accorde au suivi et à l'avancement des

C'est aussi un témoignage de l'engagement du Gouvernement dans le développement urbain et l'amélioration des infrastructures administratives. Cette Cité ministérielle offrira un cadre moderne et fonctionnel pour les activités gouvernementales. En outre, ce projet contribuera à rehausser l'image de Cotonou en tant que capitale économique du Bénin.

C'est aussi un exemple concret des actions entreprises par le Gouvernement béninois dans le cadre de son programme de développement. Ce qui témoigne de sa volonté de moderniser les infrastructures administratives, de créer des emplois et de renforcer l'attractivité du pays.

IMPACTS ÉCONOMIQUE ET SO-CIAL

Il faut rappeler que la construction de la Cité ministérielle à Cotonou s'inscrit dans le Programme d'Actions du Gouvernement

BIO TCHANE SATISFAIT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

2026, au volet du programme de construction et de rénovation des bâtiments administratifs.

Et tout comme les autres chantiers ouverts, celui de la Cité ministérielle à Cotonou a un impact économique et social important avec environ 3.000 emplois générés au début. « Avec l'évolution des travaux déjà à hauteur de 90%, plus de 1.000 Béninois continuent de travailler sur ce chantier qui sera complètement achevé dans quelques mois », a indiqué le représentant de l'Exécutif.

La Cité ministérielle à Cotonou, c'est une «majestueuse» frastructure destinée à recevoir dans quelques mois les Cabinets ministériels. Elle composée de dix (10) bâtiments de six (6) niveaux (R+5), d'un bâtiment de quatre (04) niveaux (R+3) avec un parking de cinq cent (500) places au Rez-dechaussée, 1er et 2ème étages et un restaurant de plus de mille (1.000) places au 3ème étage.

Jacob Y./La rédaction









Parution N°0436 du 11 au 17 Déc 2023 www.firstafriquetv.bj -Page 11

LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES MESURES INCITATIVES



mercredi 6 décembre 2023, le Gouvernement béninois a posé un acte important. Il a approuvé une nouvelle mesure incitative visant la réduire du taux de refinancement du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) pour les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) méritants.

Soutenir les promoteurs agricoles qui rembourseront finalement les intérêts de 2% par an, payables après le remboursement du refinancement octroyé par le FNDA.

Voilà des facilités offertes par le Gouvernement du président Patrice Talon pour inciter davantage les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) à utiliser ce mécanisme.

En clair, cette mesure vise à faciliter l'accès au crédit pour les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises agricoles, avec un taux d'intérêt maximal de 12% par an, dégressif. Pour être éligibles, les

SFD doivent atteindre deux critères de performance. Notamment un niveau de tirage de la ligne de refinancement égal ou supérieur à 70% et un taux de remboursement de 100% des montants empruntés conformément aux tableaux d'amortissement de chaque emprunt.

En cas de non-paiement, la mesure de remboursement des intérêts perçus est annulée pour l'emprunt en question. Ces facilités comprennent également un soutien financier sur deux ans afin de couvrir une partie des charges salariales du personnel chargé de dynamiser l'intervention des SFD pour améliorer l'accès au financement des exploitants agricoles.

La première année, cette aide financière sera de 75% et de 50% la deuxième année, complémentaire aux frais supportés par les SFD.

DES STRATÉGIES AVANT-GARDISTES L'objectif de cette mesure est de renforcer les

LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES MESURES INCITATIVES

opérations sur le terrain, notamment la sensibilisation, l'enregistrement et l'instruction des demandes de crédit, ainsi que le suivi post-financement de proximité, a expliqué le Gouvernement.

D'une part, cela permettra une intervention plus marquée dans les communes jusqu'aux villages où les SFD n'ont actuellement pas une couverture adéquate. D'autre part, la qualité du service sera améliorée et le suivi des crédits agricoles accordés a ssuré.

Cet appui est prévu pour une durée de 24 mois et s'inscrit dans le cadre d'un Programme Spécial d'Insertion dans l'Emploi (PSIE-Agricole), où l'État prendra en charge 75% des charges salariales la première année et 50% la deuxième année. Les charge restantes, respectivement les 25% et 50% étant imputées aux SFD.

Avant cette mesure, le Gouvernement béninois avait déjà mis en place d'autres stratégies ayant jusqu'ici donné lieu à 396 engagements du Fonds pour un montant

de 16.944.226.301 FCFA au profit de 1541 promoteurs, dont 339 engagements du guichet « accès aux services financiers » pour un montant de 14.600.306.301 FCFA en faveur de 1484 projets garantis, bonifiés ou refinancés. Aussi, les facilités accordées au niveau de ce guichet ont permis de lever un financement total de 61.059.267.638 **FCFA** auprès des Systèmes Financiers Décentralisés et des banques partenaires du FNDA, sous forme de crédits agricoles.

Il faut rappeler que

l'objectif du FNDA est de favoriser la profilières motion des agricoles en facilitant l'accès au financement pour inciter l'investissement privé dans le secteur à travers des subventions ciblées et des instruments financiers adaptés, dans la perspective d'une meilleure exploitation du potentiel agricole national, l'amélioration des revenus tirés de l'agriculture ainsi que la sécurité alimentaire.

Jacob Y./La rédaction





F1RST AFRIQUE

BANQUE ATLANTIQUE
SIGNE SON RETOUR

A KOUHOUNOU

BENIN - CHINE
LE PROJET - MARCHE
VERS LA LUMIERE VOIL E
VERS LA L





Parution N°0435 **du 04 au 10 Déc 2023** www.firstafriquetv.bj

F1RST AFRIQUE

Hebdomadaire d'Analyses, d'Investigations et de Stratégies

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication
Wilfrid KINTOSSOU
Rédacteur en Chef
Jacob YANTCHA
Secrétaire de Rédaction
Sévérin Adéwalé G

Rédaction

Jacob Yantcha Sévérin Adéwalé O. Wilfrid Kintossou Audrey Kévine Segbo

Correction
Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique First Afrique Prod

Editeur
FIRST AFRIQUE
N°Siret 528249766
RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. +229 66055661 / 58242403 Email : direction@firstafriquetv.bj

www.firstafriquetv.bj

Avec First Afrique Tv, c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité autrement.



F1RST AFRIQUE